

[> Handicap : travail en milieu ordinaire : Obligation d'emploi des personnes en situation de handicap](#)

L. 5212-3

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 67 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans les entreprises à établissements multiples, l'obligation d'emploi s'applique au niveau de l'entreprise.

L. 5212-4

LOI n°2019-486 du 22 mai 2019 - art. 11 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Toute entreprise qui occupe au moins vingt salariés au moment de sa création dispose, pour se mettre en conformité avec l'obligation d'emploi, d'un délai de cinq ans.

L. 5212-5

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 67 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur déclare sa situation au regard de l'obligation d'emploi à laquelle il est soumis en application de l'article **L. 5212-2** du présent code au moyen de la déclaration prévue à l'article L. 133-5-3 du code de la sécurité sociale.

A défaut de toute déclaration, l'employeur est considéré comme ne satisfaisant pas à l'obligation d'emploi.

Les informations contenues dans cette déclaration sont confidentielles. Elles ne peuvent être communiquées à un autre employeur auprès duquel un bénéficiaire de l'obligation d'emploi que la déclaration concerne sollicite un emploi.

L. 5212-5-1

LOI n°2019-486 du 22 mai 2019 - art. 11 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'association mentionnée à l'article **L. 5214-1** se prononce de manière explicite sur toute demande d'un employeur ayant pour objet de connaître l'application à sa situation de la législation relative :

1° A l'effectif d'assujettissement à l'obligation d'emploi calculé selon l'article **L. 1111-2** ;

2° A la mise en œuvre de l'obligation d'emploi prévue aux articles **L. 5212-2** à **L. 5212-5** ;

3° Aux modalités d'acquittement de l'obligation d'emploi prévues aux articles **L. 5212-6**, L. 5212-7, L. 5212-7-1 et **L. 5212-9** à **L. 5212-11** ;

4° Aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi visés aux articles **L. 5212-13** à **L. 5212-15**.

La décision ne s'applique qu'à l'employeur demandeur et est opposable pour l'avenir à l'association mentionnée à l'article **L. 5214-1** tant que la situation de fait exposée dans la demande ou la législation au regard de laquelle sa situation a été appréciée n'ont pas été modifiées.

Il ne peut être procédé à la mise en œuvre de la pénalité prévue à l'article L. 5212-12, fondée sur une prise de position différente de celle donnée dans la réponse à compter de la date de notification de celle-ci.

Lorsque l'association mentionnée à l'article **L. 5214-1** entend modifier pour l'avenir sa réponse, elle en informe l'employeur selon des conditions et des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités de contenu et de dépôt de la demande, ainsi que le délai dans lequel doit intervenir la décision explicite.

service-public.fr